

# la cause du peuple



N°41 avril  
2020

Le journal des luttes du peuple

# PAS D'UNION NATIONALE



# UNE CLASSE EN LUTTE !

# L'éditorial

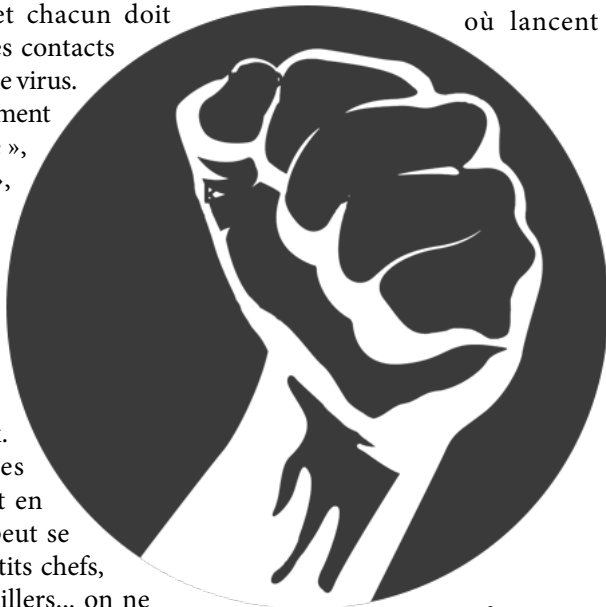
## La lutte de classe ne s'arrête pas !

La crise du coronavirus a marqué, dans le quotidien et au niveau mondial, une violente rupture. La production a été violemment affectée et chacun doit limiter au maximum les contacts pour éviter de propager le virus. Pour certains, c'est le moment d'une « union nationale », voir « internationale », car toute l'humanité serait concernée, sans distinction de classe, par un virus qui peut emporter n'importe qui.

C'est évidemment faux. Face à l'épidémie, les masses populaires sont en première ligne. Si on peut se passer de cadres, de petits chefs, de directeurs, de conseillers... on ne peut pas se passer des ouvriers et des ouvrières de l'alimentation, de l'électricité ou de la logistique, des travailleurs du transport ou du réseau, pour faire tourner la société, pour que chacun puisse continuer à vivre. On ne peut se passer du travail des éboueurs, agents d'entretiens, qui assurent la sécurité sanitaire générale. Et on ne peut se passer des travailleurs et travailleuses de la santé, qui maintiennent des milliers de vie sous respirateur artificiel et qui permettent à tous et toutes de savoir qu'ils seront soignés si une forme grave du virus se développait.

Au travail, les prolétaires sont en première ligne, même quand ils sont fragiles. Un jeune cadre en bonne santé fera du télétravail là ou

un ouvrier agé, souffrant de nombreuses pathologies, continuera à bosser au risque de sa vie. Et dans le quotidien, les choses ne sont ni égales, ni justes. La perception des inégalités se renforce, le sentiment d'humiliation est fort, et la haine de classe se développe. Des travailleurs de la santé habituellement très policés insultent le président et les dirigeants de la santé face aux caméras où lancent des



manifestations. Les « petites mains » de l'hôpital réclament également des moyens, du matériel de protection et des primes avec beaucoup de virulence. Les grèves sauvages se multiplient pour faire arrêter la production.

La lutte de classe, sous le confinement, ne s'arrête pas. La pandémie accentue les contradictions et accélère l'histoire. Les tensions entre impérialistes se renforcent, les ouvriers prennent massivement conscience de leur rôle et de leur situation. Visiblement, il y aura un « avant » et un « après ». Il n'y aura pas de retour à la normale.

Les prochains mois vont être ceux d'une lutte intense et violente. Faire émerger le Front

U n i ,

coordonner les luttes, proposer une stratégie à notre classe pour se donner les moyens de gagner : voilà le rôle de *La Cause du Peuple* pour la prochaine période. **Chacun doit se tenir à son poste de combat !**

- Le Comité de rédaction de la Cause du Peuple

## sommaire

### Crise

- ★ Coronavirus : le système capitaliste dans ses contradictions (p.3)
- ★ Une crise économique qui devait arriver (p.3-4)

### Coronavirus au quotidien

- ★ Pour les gosses de prol', pas de continuité pédagogique (p.6)
- ★ Ouvrier dans l'agro-alimentaire pendant l'épidémie (p.7)
- ★ Dans les prisons, catastrophe sanitaire et mutineries (p.8)
- ★ Témoignage : une hôtesse de caisse face au virus (p.8-9)
- ★ Augmentation des violences conjugales : une société barbare (p.10)
- ★ Macron : pas de confinement pour les prolos (p.11)

### Impérialisme français

- ★ Mayotte en grand danger (p.12)
- ★ Couvre-feu en Guadeloupe et en Martinique (p.12)

### Réformes

- ★ Le gouvernement lance la LPPR (p.13)
- ★ État d'urgence sanitaire : les capitalistes préparent l'après Covid-19 (p.13-14)

### International

- ★ Grup Yorum : rassemblement pour les membres kidnappés par l'État turc (p.14)
- ★ Décès de Helin Bölek, artiste révolutionnaire de Grup Yorum (p.14)
- ★ Italie : auto-réduction et explosion sociale dans le mezzogiorno (p.15)
- ★ La Nouvelle Armée Populaire dirigée par le CPP prend les devants contre la propagation du Covid-19 (p.16-17)

### Organisations

- ★ La situation en France pendant l'épidémie : interview des Jeunes Révolutionnaires (p.18-19-20-21)

### Histoire et Culture

- ★ Il y a un siècle, la grippe espagnole et ses 50 millions de morts (p.22)
- ★ 7. Koğuştaki Mucize de Mehmet Ada Öztekin (p.24)



# Coronavirus: le système capitaliste dans ses contradictions

Bruno Le Maire s'indigne : des gens spéculent sur le gel hydroalcoolique, se font du pognon sur la peur des « bons Français ». Il découvre visiblement le capitalisme... La crise que fait peser le coronavirus dévoile et accentue de nombreuses contradictions, et prouve une fois de plus l'instabilité du capitalisme et l'incapacité du marché à répondre à la crise sanitaire ; au contraire, il faudrait de la planification, des mesures de travail politique et idéologique, des actions concrètes.

D'abord, le coronavirus est particulièrement dangereux parce qu'il est passé de l'humain à l'animal et peut potentiellement muter ; hors, ce n'est pas le premier de ces virus à sauter le pas. Avant lui, l'élevage intensif en a produit de nombreux autres, comme la grippe H1N1, l'épidémie de la vache folle, (qui n'est pas un virus), etc. Le système capitaliste produit des épidémies toujours plus incontrôlables, en ne prenant en compte que le profit sans jamais s'inquiéter de la qualité, de la santé, de la souffrance – sauf quand on peut en faire commerce.

Ensuite, les mesures de confinements en Chine n'ont pas été reproduites malgré leur efficacité. Les gouvernements ont pris acte de la faible létalité du virus (pour l'instant du moins), et donc ont décidé



de laisser l'épidémie se propager plutôt que de tenter de l'enrayer totalement. On ne doit pas arrêter le profit, quitte à ce que les personnes les plus fragiles soient décimées par l'épidémie – « Le coronavirus n'empêchera pas le pays de vivre » ; il y aura toujours des ouvriers pour faire tourner l'économie, il ne faut surtout pas stopper l'accumulation du profit. Les pauvres n'auront pas de place dans les hôpitaux publics, on développera la prise en charge dans les cliniques privées pour tous ceux et celles qui ont besoin de réanimation.

Il faut aussi aborder l'aspect politique; les confinements, les contrôles, sont un pas de plus dans l'État policier et la surveillance des masses. La mesure la plus efficace pour contrôler une épidémie

offre à l'État des armes pour surveiller et contrôler encore plus. Pourquoi ferait-on confiance à ceux qui, ces deux dernières années, ont montré une brutalité énorme contre les masses populaires, cherchant à repousser l'acceptable toujours plus loin ?

Enfin, il faut regarder l'état de l'économie du système impérialiste. Au bord de la crise, de la guerre de repartage du monde, l'épidémie fait plonger les marchés, nous rapprochant d'une nouvelle crise – qui devait arriver. Voilà ce qu'on peut conclure : une épidémie, si violente et meurtrière qu'elle soit, ne chamboulera pas la société bourgeoise. Aucun élément extérieur à la société ne peut créer ex-nihilo quelque chose au sein de la société – simplement aiguïser ou émousser les contradictions sociales.

## Une crise économique qui devait arriver

**Non, ce n'est pas le virus.**

Non, ce n'est pas le virus qui est entrain de provoquer la pire crise économique de ces 100 dernières années. La crise était déjà là, elle couvait comme une mauvaise grippe saisonnière. Tous les voyants étaient déjà au rouge. On va nous dire, et ils le font déjà, que c'est la pandémie qui provoque la crise, qu'on va devoir se serrer les coudes et encaisser. Enfin... pas eux, mais le prolétariat comme toujours. Non, la crise économique, ce n'est pas le virus : depuis plusieurs années, on voit arriver une crise, « encore plus forte », « dix fois pire », « trente fois pire » que celle de 2008.

En effet, le taux de profit est en baisse permanente. La valeur est basée sur le temps de travail social global. Le prix oscille autour de la valeur, mais est toujours rattrapé par celle-ci – grâce à la concurrence. Et ce temps de travail vivant est en baisse constante en relation au temps de travail accumulé (machines, infrastructures, etc). La valeur produite baisse sans cesse en relation avec celle déjà produite. Et il faut trouver un moyen de contrecarrer cette baisse : invasion de nouveaux marchés pour produire plus et vendre plus, baisse relative des salaires, hausse du temps de travail (ce qui revient au même). C'est l'idée même des plans de restructuration : faire repartir la

production par des aides aux entreprises – qui de l'autre côté consomment également – et baisser les salaires sociaux (c'est à dire le prix, pour les capitalistes, de la force de travail générale : donc les salaires, mais aussi une partie des impôts, des cotisations sociales, une extension du temps de travail... C'est ce qui s'est passé en Grèce, en Italie, en Espagne ou au Portugal. En période de prospérité, il vaut mieux lâcher la bride aux dépenses, augmenter les salaires, etc. En période de crise, pas d'autres solutions qu'un « plan d'urgence sanitaire ».

L'argent qui circule est basé sur une base réelle de production, ce n'est pas

quelque chose de divin qu'on pourrait créer à volonté. Nous vivons dans un État impérialiste et la valeur de notre monnaie est basée sur ce que le prolétariat produit (c'est à dire sur le vol de notre travail) et en même temps ce que l'impérialisme vole aux pays dominés. C'est la production réelle qui donne la valeur réelle à la monnaie. Produire de la monnaie, c'est baisser sa valeur.

Dans une société basée sur la production de toujours plus de valeur, et sur la baisse relative des salaires permanente (les salaires augmentent moins que la valeur produite), on fini par se retrouver à ne plus pouvoir vendre. Le seul moyen, c'est de s'endetter. Créer de la monnaie et la prêter, pour booster la consommation, créer une spirale vertueuse. Mais on ne peut échapper indéfiniment à la loi de la valeur. Le rattrapage peut être brutal, et le réajustement de la monnaie à sa vraie valeur prend la forme d'une crise de panique, d'un « krach boursier ». C'est ce qu'il se passe aujourd'hui avec l'épidémie.

La pandémie accélère une réalité déjà bien présente. L'outil de production mondial ne s'est pas remis de la crise de 2008, les milliers de milliards investis ne se sont pas dirigés vers la production mais sont allés renflouer des banques en péril ou dans le manège de la spéculation financière, c'est à dire dans les bourses. Imaginez un dernier shoot d'une drogue ultra puissante qui redonnerait un peu de vigueur à un mourant, et vous aurez une image de la vision à courte vue de leurs fameuse « gestion de la crise de 2008 ».

Certes, il y a des rebonds, comme quand le gouvernement américain injecte 2000 milliards de dollars, comme la semaine dernière, mais aussitôt, ça replonge, car l'économie mondiale est à l'arrêt. Il n'y a pas de production, l'argent injectée ne change rien. C'est simplement de la dette, de la production qu'on espère valoriser plus tard. Sauf qu'on ne sait pas jusqu'à quand ce "plus tard" suffira. Le capitalisme ne peut supporter l'arrêt de la production.

Trump a dit que les USA ne pouvaient pas supporter l'arrêt. Croyons-le. Le

mode de production capitaliste ne peut fonctionner qu'à flux tendu, il ne peut y avoir de pause, ni de planification, ni d'anticipation. Ce n'est pas un train qu'on peut arrêter et redémarrer à la demande. Il faut vendre et que cela soit acheté à la seconde, sinon le train déraile. Si il n'y a pas de production, il n'y a pas de travail, donc pas de salaire et donc pas d'achat de la production. Les entreprises ferment, n'achètent plus rien, et ça fait un effet domino. C'est comme ça qu'à démarré la crise de 2008 : un choc dans la confiance, un krach boursier, les entreprises qui ferment, ne consomment plus, et les salariés virés qui eux non plus ne consomment plus.

Tous les voyants étaient déjà au rouge



avant l'épidémie : la dette faramineuse des États, la dette exponentielle des ménages, et même la dette des prêts étudiants de toutes la petite-bourgeoisie américaine. Le 29 novembre 2018, le site on-ne-peut plus sérieux Capital l'annonçait, sous la forme d'une question : « la crise de 2019 ridiculiserait toutes les autres ? ». Le poids de la dette est de 225% de l'économie mondiale. En gros : il faudrait produire 2.25 fois plus pour rembourser notre dette en valeur.

En 2008, la fameuse planche à billets à tourné jusque dans le rouge, c'est à dire qu'ont été injectés dans l'économie des milliards pour soutenir la consommation et éviter l'effondrement. Tous ces milliards ce sont retrouvés sous forme, au mieux, de prêt extrêmement bas, c'est pour cela que, malgré la crise, des millions de ménages ont pu acheter des logements, et nous avons eu le droit à une nouvelle bulle immobilière. La construction et le secteur automobile sont les deux piliers des États impérialistes, et avant

la pandémie, fin 2019, ils étaient déjà dans le rouge. En Europe, au Japon ou aux USA, les transactions immobilières ralentissaient drastiquement tout comme la vente de nouveaux véhicules. Alors que les classes intermédiaires, dites « moyennes », et les prolétaires les plus aisés, se sont appauvris très rapidement, la consommation marque le pas.

Même si les gilets jaunes sont venus rappeler à nos maîtres la dure réalité, le gouvernement, avant la pandémie, fanfaronnait en nous annonçant une croissance mirobolante pour la France. Mais voilà, la réalité est revenue au galop. La catastrophe était déjà là, mais tous ces politiciens pourris, qui ne voient que leur petite vie à court terme et qui gèrent le

quotidien comme des boutiquiers, pensaient pouvoir s'en sortir.

Le covid-19 est donc venu accélérer d'une manière radicale, c'est à dire ingérable, par des moyens souples, un fait économique réel : ce système s'effondre sur lui même. Toutes les convulsions mondiales, les attitudes d'un Trump, à tort présenté comme un fou, poussant la Chine dans une guerre économique

qui approfondit encore plus la crise, l'occupation du Mali, les tensions extrêmes au moyen-orient, les insurrections en Amérique du sud ne sont que le résultat d'un fait : le système est dans une crise historique.

Oui, les temps vont être durs. Macron nous l'a dit, nous sommes en guerre, mais il faut entendre dans cette phraséologie une angoisse historique. Une angoisse qu'ils vont tenter de contenir dans une mobilisation « nationale » qui ne viendra pas. Nous ne défendrons pas leur « patrie », car celui qui produit, qui turbine au turbin, qui se casse le dos pour un salaire de misère et qui n'a qu'en retour le regard arrogant d'une poignée de parasites, n'a aucun intérêt à la défendre. Notre patrie, c'est notre classe.

Aujourd'hui, nous sommes confinés, ou, pour des millions, obligés d'aller, l'angoisse au ventre, continuer à faire marcher l'économie. Mais combien de temps va-t-elle tenir ?

# UN SITE POUR SOLEIL ROUGE !

Depuis la création de la Bibliothèque Marxiste, nos camarades de *Soleil Rouge* développent une maison d'édition indépendante. Cette dernière a pour but de diffuser la compréhension marxiste-léniniste-maoïste du monde. La collection "Classiques" est utile pour la compréhension du monde et l'application quo-

tidienne du maoïsme. La collection "Soleil Rouge", relève de l'application pratique du marxisme dans l'histoire.

Pour permettre la diffusion et la vente des livres, un nouveau site a été mis en ligne. Chacun peut y commander les livres en librairie et les nouveautés y seront mises en ligne.

Les livres *Soleil Rouge* peuvent également être diffusés et vendus légalement en librairie : n'hésitez pas à en informer les libraires pour soutenir les camarades !

Le site ici :

<https://editions-soleil-rouge.eproshopping.fr/>



# Pour les gosses de prol', pas de continuité pédagogique



comme demandé par le ministère, quand aucun enfant n'a d'imprimante chez lui ? Comment demander à des enfants de travailler dans leurs chambres, en étouffant dans des HLM ou des petits espaces ?

## Le confinement, aggravateur de la lutte de classes à l'école

Il est clair que pour tous les enfants à l'école dans l'Etat français, ce confinement va aggraver le fossé qui sépare déjà les masses populaires, et notamment le prolétariat, de la bourgeoisie et de la partie supérieure de la petite bourgeoisie.

Avant même que le confinement ne soit annoncé, à la mi-mars, le gouvernement de Macron avait pris la décision de fermer les écoles, les collèges, les lycées et les universités. A la place des cours à l'école, tous les établissements scolaires ont dû, d'un coup, mettre en place un programme d'apprentissage à distance et de suivi. Le gouvernement appelle ça la « continuité pédagogique ».

## La continuité pédagogique : de la poudre aux yeux !

Alors que le ministre de l'éducation continue de changer d'avis tous les jours sur le modèle à adopter pour les examens (brevet, bac...), le confinement nous a prouvé une chose : l'école « républicaine », celle de « l'égalité des chances », est une arnaque !

Avant la crise, le gouvernement et l'Etat bourgeois pouvaient bien prétendre qu'il n'y avait pas de différence entre des collégiens en REP et REP+ (les anciennes ZEP, réseaux d'éducation prioritaires) et les collèves de riches des centres-villes, que les programmes étaient les mêmes et que l'école apportait « l'égalité » de la République à tous les enfants !

Ce mensonge ne tenait déjà qu'à un fil : n'importe qui ayant mis un pied dans le milieu éducatif, y compris les enfants

eux-mêmes, sait que les contradictions de classes qui le traversent sont amplifiées, et pas gommées, par « l'école de la République ».

Mais aujourd'hui, avec la crise, avec le confinement, tout ça saute aux yeux ! Dans les collèges et lycées de bourgeois, ceux où l'on peut déjà se payer des leçons particulières en temps normal, la « continuité pédagogique » s'organise ! C'est le passage au tout numérique (même et surtout pour les cours particuliers dont les plateformes en ligne existent depuis longtemps), le suivi personnalisé de la famille etc.

Et dans les écoles des quartiers populaires, et dans les écoles en REP, REP+ ? Dans celles où il n'y a pas assez d'argent pour rénover les murs ou changer les ordinateurs en temps normal, comment fait-on la « continuité pédagogique » ? Elle est faite avec des personnels qui se démènent, qui savent que les parents des enfants taffent à l'usine ou au magasin pendant toute la journée et qu'ils ne peuvent pas s'occuper de l'éducation de leurs enfants. Dans ces écoles-là, où les enfants n'ont souvent qu'un téléphone et pas d'ordinateur pour travailler, comment assurer la « continuité pédagogique » voulue par le gouvernement ? Comment renvoyer des copies de devoirs scannés,

Le système éducatif français est un modèle profondément bourgeois : pensé par la classe au pouvoir il y a plus d'un siècle (les « hussards noirs de la République » et l'école de Jules Ferry), il répond à ses besoins dans ses méthodes, ses programmes et ses orientations. Ce modèle se casse la gueule. Le confinement n'est pas la cause des inégalités, il renforce simplement celles qui sont contenues dans le modèle éducatif français aujourd'hui. Il ne sert pas « le peuple », il n'éduque pas dans « l'égalité ». Il diffuse l'idéologie bourgeoise, renforce le pouvoir de la bourgeoisie à tous les niveaux. Il répartit les enfants en fonction de la classe de leurs parents, avec des maigres ouvertures très convoitées pour « l'ascension sociale ».

Ce modèle doit être brisé. L'éducation doit être mise au service des masses, au service de l'apprentissage des enfants pour servir le peuple, pour répondre aux besoins toujours grandissant du peuple, qui sont leurs propres besoins. Cette éducation n'est pas possible dans la République française, elle s'oppose à la base de classe sur laquelle toute « l'Education Nationale » est construite. Pour la mettre en place, pour transformer réellement l'éducation, il nous faut la révolution socialiste.

# Ouvrier dans l'agro-alimentaire pendant l'épidémie



Le groupe où il travaille est une multinationale possédant de multiples usines sur le territoire national comme partout dans le monde ; il produit notamment des desserts, des confitures, des jus de fruits, ou encore des compotes. Un ouvrier du groupe nous témoigne de la vie quotidienne à l'usine en cette période d'épidémie de Covid-19.

En cette période de confinement et de guerre sanitaire, alors que les hôpitaux sont obligés de choisir qui sauver et qui laisser mourir, alors que le pic de l'épidémie se profile devant nous, sans surprise, les profits passent avant le 0 risque pour les salariés et leurs familles. Le but ici est de maintenir l'activité du secteur agroalimentaire en parfait état de fonctionnement. Il faut que les consommateurs confinés puissent remplir leurs cadis sans ressentir un manque dans les rayons.

C'est la boule au ventre que les salariés partent au casse pipe. La journée type d'un ouvrier ou d'une ouvrière du groupe se passe comme cela :

Parti de ton logement d'où personne ne sort, tu arrives au parking où les collègues s'attendent en fumant. Passage du portillon badgé en poussant avec l'avant bras étant donné qu'il n'est pas désinfecté. Direction le vestiaire pour se laver les mains au savon et économiser le gel hydroalcoolique qui pourrait manquer. Puis retour dans le hall pour

se présenter au passage de température. Le thermomètre donne souvent comme résultat 33/34 degrés. si tu n'es pas au dessus de 38 degrés, tu es "apte" à travailler. Tu enfiles alors ton masque, tu t'habilles aux vestiaires et tu pointes. À ce moment là, 15 minutes se sont déjà écoulées depuis que tu as franchi le portillon.

Les 8 heures de valse avec le Covid-19 peuvent commencer. Mis à part les masques, rien ne change dans les méthodes de travail. Les collègues sont épaule contre épaule pour lire les plannings, pour consulter une fiche technique, pour s'écouter parler, baisser le masque et postillonner pour se faire entendre etc.

On est censé désinfecter son poste à la demande des délégués auprès de la direction, mais personne ne le fait car impossible, il y aurait trop de choses à désinfecter. Un bureau, un ordinateur c'est facile à désinfecter. Une usine, c'est impossible.

Le masque est changé à la pause, quatre à cinq heures après la prise de poste. Dans certaines usines, ils ont un seul masque pour toute la journée. Le masque est d'ailleurs souvent mis sous le menton du fait de la chaleur humide qui se dégage dans l'usine. On se croirait dans les tropiques.

Le travailleur a ses habitudes et le mètre

de distance n'est jamais respecté. À certains postes du conditionnement on peut avoir deux opérateurs face à face ou épaule contre épaule.

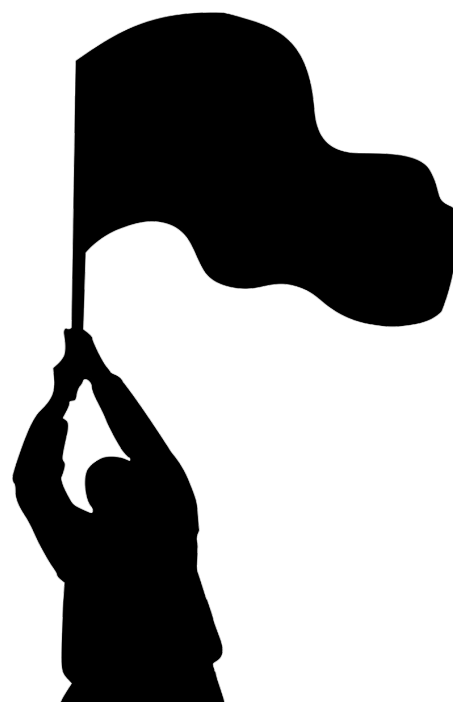
À la pause, ça se passe les briquets. On est très loin de la distanciation sociale prônée à l'extérieur. À la débauche, on a encore un petit attroupement pour la clope de fin de journée. Puis retour chez soi, en confinement.

Tu rentres chez toi avec ta dérogation sur le tableau de bord en écoutant à la radio le nombre de morts d'un virus qui paraît lointain mais qui est pourtant déjà bien présent à l'usine mère avec trois cas avérés, et de nombreux cas suspects dans différentes usines.

Les masses travailleuses de ces boîtes indispensables continuent donc de bosser sans être dépistées et se retrouvent au contact de malades légers, qui ne sont pas toujours placés en quatorzaine.

Les familles de ces travailleurs et travailleuses vont faire leurs courses dans les supermarchés. Les travailleuses et travailleurs des Epahd y vont également. Tout cela met en danger les salariés des supermarchés, mais aussi les clients.

Décidément, le capitalisme n'est vraiment pas la panacée pour protéger la santé de la population !



# Dans les prisons, catastrophe sanitaire et mutineries

Alors qu'une grande partie de la population mondiale expérimente l'enfermement, qu'en est-il, justement des personnes en taule ? Les mesures de confinement rendent la situation encore plus insupportable derrière les barreaux. Et la révolte éclate.

Rappelons qu'une immense majorité des personnes détenues viennent du prolétariat et ont subi de plein fouet la violence de cette société. Il ne s'agit pas de se voiler la face : bien sûr, on trouve tous les types d'individus antisociaux dans les prisons – notamment ceux tombés dans les trafics, les idéologies réactionnaires, ou encore le cannibalisme social, comme le vol d'autres pauvres, les violences, les viols...

Mais on trouve également, dans les taules, nos camarades Gilets Jaunes, bien sûr, des amis, de la famille, tombés pour pas grand chose. En prison, on ne trouve quasiment que des prolétaires. Balkany le bourgeois est sorti malgré ses crimes, Théo l'ouvrier est resté sans preuves. Les prisons de l'Etat français, comme sa police et sa justice de classe, sont une honte, une aberration qui détruit des vies au quotidien. Et la pandémie n'a fait qu'aggraver les choses.

L'Etat a donc imposé une double peine. En plus de l'enfermement, des mesures très restrictives sont prises : suspension

des parloirs (remplacés par quelques heures mensuelles de crédit téléphonique et la gratuité de la télé...), des activités collectives, etc. Mais les prisonniers restent à plusieurs par cellules, sans contrôle, dans des conditions sanitaires indignes, se croisent au travail, etc. Rien n'est fait non plus pour empêcher le virus d'entrer dans les prisons : à quoi bon suspendre les parloirs si les gardiens, infirmiers, personnels administratifs peuvent amener le virus ?

L'annonce de ces mesures a mis le feu dans certaines taules françaises qui ont suivi l'exemple italien. A Fleury-Mérogis ou Béziers, (vidéo diffusée par Le Poing ici) les détenus se révoltent, refusent de réintégrer leurs cellules, montent sur les toits – entraînant une répression féroce. A Uzerche, 88 détenus enfoncent les portes avec des béliers. A Maubeuge, une violente révolte éclate également le 22 mars, comme à Longuenesse où les grillages sont arrachés. C'est une véritable explosion : Moulins, Rennes, Limoges, Nice, Meaux, Nantes, Carcassonne sont également concernés.

Devant cette explosion généralisée, le gouvernement a lâché quelques concessions. Les prisonniers ont leurs familles à l'extérieur. Les scènes de révoltes sont aussi contagieuses que les virus. Les prisonniers ont droit à 2h d'appel par semaine et un peu de sous

pour cantiner (acheter des choses utiles, car, en prison, rien n'est offert). Enfin, les télé sont gratuites le temps de l'épidémie (elles coûtent habituellement assez cher, et le travail en prison est très mal payé, bien en dessous du smic).

Des détenus devraient être libérés pour désengorger les prisons. Une mesure de bon sens, puisque les cellules surpeuplées et les conditions d'hygiène infâmes facilitent grandement la propagation de l'épidémie qui a déjà traversé les murs ici et là. Les prisonniers viennent des couches les plus précaires de la société, et présentent bien plus de co-morbidité que la moyenne. Mais seuls les prisonniers à deux mois de la fin de leur peine – ou six mois pour les longues peines, remplacés par des TIG, sont autorisés, si les détenus ont un logement où se confiner – alors que la plupart ont perdu leur travail, et que 20% des détenus sont SDF à leur entrée en prison.

La situation reste donc très tendue, et met en lumière un problème que beaucoup préfèrent ignorer dans l'Etat français : la justice de classe, le tout-sécuritaire, la répression des révoltes, ont conduit à un enfermement massif qui témoigne d'une conception complètement dépassée de la justice, typique de la classe dominante. Comme ailleurs dans la société, il ne pourra pas y avoir de retour à la normale après cette crise.

## Témoignage : une hôtesse de caisse face au virus

*L'épidémie en cours modifie les quotidiens, mais laisse intacts les rapports de classe. Elle dévoile même la nature profonde du système, qui peut parfois sembler stable et assurer un certain niveau de vie. Mais face au virus, ce sont les prolétaires qui luttent, qui produisent le nécessaire pour la lutte contre l'épidémie.*

*Le gouvernement et les bourgeois veulent à la fois éviter l'effondrement du système de santé et de leur légitimité, en ménageant l'appareil productif – bref continuer à faire du profit. Voici un nouveau témoignage, après celui concernant amazon hier. C'est cette contradiction qui fait que certains magasins appliquent les mesures de*

*protection et d'autres non : la lutte des masses et la pression populaire.*

Je vous écris pour témoigner de mes conditions de travail et de ce qui se passe dans un supermarché du Calvados où j'exerce un poste d'hôtesse de caisse.

Suite au discours de Macron, de nouvelles mesures ont été prises pour l'ensemble du pays mais pas partout, pas pour nous, alors je veux rétablir ici la vérité.

D'une part, il faut savoir qu'ici comme dans la majorité des supermarchés, il y a très peu de mesures sanitaires, alors même que l'affluence a doublé, les gens ne savent pas le danger qu'ils prennent,

rien n'est désinfecté dans le magasin et rien n'est vraiment fait pour protéger les clients. Contrairement à ce qu'affirme la direction nationale de mon enseigne, nos caisses ne sont pas nettoyées et ici elles ne l'avaient jamais été avant aujourd'hui ! En effet, c'est seulement en dénonçant la vérité aux clients et en ne me laissant pas faire face aux pressions de ma direction que celle-ci s'est enfin décidée à faire quelque chose aujourd'hui, c'est à dire :

Inviter les hôtesse à désinfecter elles-mêmes les caisses, en plus de leur travail, en nous donnant uniquement du produit à vitre de la marque du magasin et du sopalin ! Je ne sais pas si ma direction



est au courant mais depuis le début de l'épidémie cela n'a pourtant pas changé : LE PRODUIT A VITRE NE DÉSINFECTE PAS.

D'autre part, nous les hôtesse n'avons pas de masques pour nous protéger du virus, alors que nous sommes au contact de centaines de clients chaque jour ! Et en ce qui concerne les gants, nous en avons quelques paires à dispositions... Si par chance vous travaillez avant 12h vous aurez peut être votre taille, sinon ce sera du S ou alors des XXL. Et le lendemain vous pouvez n'avoir que des M ou des L. Surtout, personne ne vous oblige à les porter : ils ne sont pas obligatoires même si vous êtes en contact permanent avec les clients et que vous manipulez des marchandises et de la monnaie. Aussi, ces gants sont désagréables et de mauvaise qualité, nos mains sont abîmées à la fin de la journée et ces mêmes gants ne sont absolument pas imperméables :

Il y a une semaine, nous avons eu comme « indication » de désinfecter les caddies, paniers et scanettes du magasin car en contact avec les gens, un danger potentiel pour le client. Sauf que, les lingettes qu'on nous a données pour accomplir cette tâche ont une haute teneur en propane ! Ce qui a provoqué chez certains employés des maux de têtes et des vertiges, mais aussi des allergies ou des chocs pour la peau ! Du coup, toutes les hôtesse de caisse ne l'ont pas fait ou alors ont fait semblant...

Aussi, pour se donner bonne conscience et donner une bonne image du magasin, hier alors que le magasin était bondé, on nous a installé une plaque récupérée d'un vieux placard en plexiglas pour

nous séparer du client (sur le papier bien sûr, car la réalité est tout autre) ces plaques, ne sont bien sûr jamais nettoyés non plus. Ces plaques sont étouffantes, oppressantes et ont causées des crises de paniques et de claustrophobies à certaines de mes collègues !

Les caisses libres services restent ouvertes et nous sommes là aussi en contact direct avec les clients à moins d'un mètre car la zone de moins de 5m<sup>2</sup> contient 5 caisses donc potentiellement 5 à 6 clients et une hôtesse.

Le drive lui aussi reste ouvert face à l'afflux des commandes, c'est bien normal mais les employés du drive travaillent toute la journée dans les rayons au contact des gens qui font leurs courses, les 1 mètre de distance obligatoire ne sont là aussi pas respecté. Et en caisse c'est pareil, pire encore même, personne ne respecte les lignes, personne n'intervient et nous on peut rien faire, nous ne pouvons pas nous mesurer seules à 4 ou 5 clients.

Et en ce qui concerne la mesure de "pas plus de 100 personnes dans le magasin à la fois", elle n'est pas vraiment respectée et d'ailleurs nous les employés, nous ne sommes même pas comptés dans ces 100 personnes alors que nous sommes 50 à 70 personnes à travailler ici dans ce lieu fermé.

Pour finir, aucune précaution n'est prise pour les employés ou les clients à risque. Je pense aux personnes âgées qui viennent faire leurs courses car personne ne peut les faire pour elle. Mais aussi à mes collègues asthmatiques ou avec d'autres pathologies. Personne ne nous a demandé si nous avons des problèmes

de santé.

Il y a seulement quelques collègues qui ont pris un arrêt maladie. Mais ils n'ont pas été remplacés et cela nous rajoute du travail. Moi qui suis caissière, on m'a obligée à changer de poste, à aller en rayon alors même que je n'en est pas les capacités physiques et les compétences, je suis caissière et ne suis pas apte à m'occuper des rayons et porter des charges lourdes ! Je suis totalement épuisée physiquement et psychologiquement, Entre la surcharge de travail et la pression de la direction et des clients qui sont irrespectueux, ce n'est juste pas tenable, quand je rentre chez chez-moi le soir je suis totalement épuisée.

Alors, j'ai demandé à ma représentante du "syndicat" si je pouvais utiliser mon droit de retrait mais tout de suite elle m'a dissuadé de le faire en me disant que ça ira jusqu'aux prud'hommes, que l'entreprise y prouvera dans tous les cas par A + B qu'elle est dans les normes, mais aussi que si j'utilise ce droit, c'est ma place dans l'entreprise qui serait menacée. D'ailleurs, suite à la prévention que j'ai fait aux clients pour qu'ils ne soient pas en danger, on m'a dit que « je dénigras le magasin, que cette histoire n'en restera pas là, que ma chef serait mis au courant sous peu et que je serai convoqué, donc peut-être viré ».

Alors que nous travaillons dans ces conditions inacceptables et que tout le monde à peur, nous subissons une pression énorme de notre hiérarchie qui nous dissuade de parler et qui se permettent de nous dire qu'on fait mal notre travail pendant qu'eux passent leurs journées à se tourner les pouces et discuter bien tranquillement. Forcément, le stress et la fatigue que nous accumulons, la pression qui est constante, tout ça a bien sûr des conséquences sur la qualité de notre travail !

Je trouvais ça vraiment important de partager avec vous ce qui se passe dans les supermarchés car je doute être la seule.

Personne n'en parle. Nous sommes en danger mais nous mettons aussi vos vies en danger .

D'après notre président nous sommes en guerre. Mais nous ne sommes pas du tout protégés.

Merci de m'avoir lu jusqu'au bout.



# Augmentation des violences conjugales : une société barbare !

Les chiffres sont tombés : en une semaine, 32% d'augmentation des violences conjugales selon la Gendarmerie. Qui pouvait imaginer l'inverse étant donné le niveau de dégénérescence de nos sociétés soit disant avancées ?

Le confinement fait ressortir toute la barbarie de notre société contre les femmes, et encore, la presse des monopoles ne mentionne pas les enfants. Toute la barbarie de la société patriarcale ressort de plus belle quand la crise avance. Ce sont les enfants et les femmes les premières victimes de la crise du capitalisme en général et en particulier dans ce cas exceptionnel de crise sanitaire. Christophe Castaner a beau dire que la lutte contre les violences conjugales sera une priorité, nous savons bien qu'il ne se passera rien, on ne sauve pas une maison qui s'écroule en rebouchant à la va vite les fissures des cloisons. Non seulement les femmes et leurs enfants sont victimes de leurs conjoints mais en plus celles qui vivent seules sont les plus touchées par la pauvreté et la misère sociale. La crise économique terrible qui va déferler sur nos peuples va encore plus accentuer les violences et la pression contre les femmes, car c'est fondamentalement une question de classe et de pouvoir. Si nous nions ce fait incontestable, alors nous retombons dans le féminisme bourgeois et petite-bourgeois qui n'a jamais libéré aucune femme.

Une montagne terrible pèse sur les épaules de la moitié de l'humanité et sans cette moitié il n'y aura pas de révolution.

Les classes opprimées représentent la majorité écrasante de l'humanité, et donc les femmes de ces classes opprimées sont elles aussi la majorité des femmes dans le monde.

Les femmes et les jeunes femmes doivent s'organiser politiquement et pratiquement pour participer à la lutte des classes pour la conquête du pouvoir afin d'en finir avec le patriarcat et la société de classe. Il faut mobiliser les femmes en luttant pour les revendications les plus urgentes. Mais il faut également lutter pour leur politisation, pour les incorporer comme force fondamentale à la lutte de toute la classe prolétaire, comme nous l'enseigne le grand Lénine :

*« Nous avons besoin de méthodes spéciales d'agitation et donc d'une organisation spéciale. Il n'est pas question de la défense bourgeoise des « droits de la femme », et oui, des intérêts pratiques de la révolution. [...] sans les millions de femmes nous ne pouvons réaliser la révolution. Nous devons rencontrer le chemin qui nous conduise à elles, nous devons étudier profondément les méthodes pour les rencontrer. Pour cela c'est totalement juste que nous proposons des revendications en faveur de la femme. Ceci n'est pas un programme minimum, ce n'est pas un programme de réforme dans l'esprit de la social démocratie, dans l'esprit de la seconde internationale. Ceci n'est pas la reconnaissance du fait que nous croyons à l'éternité ou du moins à l'existence prolongée de la bourgeoisie et de son Etat. Ce n'est pas non plus notre intention d'apaiser les masses féminines*

*avec des réformes et de les dévier de la lutte révolutionnaire. Tout cela n'a rien à voir avec les superstitions réformistes. Nos revendications existent dans la pratique, par la formidable misère et par les honteuses humiliations dont souffrent les femmes, faible et désarmée dans un système bourgeois. Nous voulons témoigner que nous connaissons ces nécessités, que nous comprenons l'oppression de la femme, que nous comprenons la situation privilégiée des hommes et que nous haïssons, oui que nous haïssons et que nous voulons éliminer tout ce qui opprime et tourmente l'ouvrière, la femme de l'ouvrier, la paysanne, la femme de l'homme simple et en incluant, par beaucoup d'aspects, la femme qui s'en accomode. Les droits et les mesures sociales que nous exigeons de la société bourgeoise pour les femmes, sont uen preuves que nous comprenons la situations et les intérêts de la femme et que la dictature du prolétariat le prendra en compte. Bientôt et pas avec des mesures de tutelles pour endormir, non clairement non, mais comme révolutionnaires nous appelons la femme à travailler sur un pied d'égalité pour la transformation de l'économie et de la superstructure idéologique. (...) Il n'est pas seulement question de comment nous exigeons cela mais bien de comment nous allons le faire. (...) « nous ne devons pas rester dans une position d'attente de nos revendications pour les femmes. Non, dépendant des conditions existantes, nous devons lutter pour une des revendications, ou pour une autres, lutter en vrais, toujours en relations avec les intérêts généraux du prolétariat. » Souvenir sur Lénine – Clara Zetkin*

C'est pour cela que renforcer les rangs du tout nouveau Mouvement Populaire des Femmes est une nécessité pour conquérir un nouveau monde libéré de l'oppression de classe et du patriarcat.

Pour le moment nous appelons tout le monde à être vigilant à ce que pourraient subir nos voisines, car il n'est pas question ici de vie privée mais de survie.

*« Nous disons que l'émancipation des ouvriers doit être l'œuvre des ouvriers eux-mêmes et de la même façon l'émancipation des ouvrières doit être l'œuvre des ouvrières elles-même » Lénine*



# Macron : Pas de confinement pour les prolos



La pandémie de COVID19 qui frappe actuellement le pays est la crise sanitaire la plus grave qu'aït connu l'Etat français depuis la grippe espagnole de 1918. Le nombre de morts croît de manière exponentielle, et de plus en plus de personnes sont touchées, plus de la moitié des personnes en réanimation ont moins de cinquante ans, et les morts sans antécédents médicaux sont de plus en plus fréquents. Après un mois de déni délibéré, comme cela a été révélé par l'ex-ministre de la santé elle-même, où le gouvernement nous faisait croire qu'il ne s'agissait que d'une petite grippe sans gravité et moquait les mesures italiennes, le confinement, mesure de distanciation sociale demandée par les soignants, a été proclamée. En effet, on ne pourra plus sortir de chez nous, interdiction de voir des amis et même d'aller à l'enterrement d'un proche, mais il y a des exceptions, surtout une, pour aller au travail !

Aller travailler, non pas uniquement pour les métiers absolument essentiels, mais pour ceux qui ne peuvent pas faire de « télétravail ». Pour tous les ouvriers que les patrons veulent continuer à exploiter, il n'y aura pas de confinement autorisé.

Femmes de ménages, machinistes de bus ou de métro, soignants, hôtesse d'accueil, travailleurs de chantiers ou d'entrepôt et caissière de supermarchés sont parmi ceux qui n'auront pas le droit au confinement et devront mettre leur santé en danger, et pas question d'une prime de risque.

Un des cas les plus graves est celui des travailleurs d'Amazon. Le géant

américain du multimilliardaire Jeff Bezos a décidé ne pas fermer ses usines en Europe, et d'embaucher 100 000 personnes de plus aux Etats-Unis pour profiter de l'opportunité.

Au site du Blanc-Mesnil l'équipe de nuit est accueillie par un discours enflammé d'un manager. Il félicite les travailleurs d'être venus (comme s'ils avaient le choix) et leur dit que malgré le danger, ils « serviront la France » en permettant aux confinés les plus riches d'être livrés en temps et en heure à leurs dépendis, quel superbe sacrifice ! Après cette séance sortie d'un film de guerre, les ouvriers voient très vite que les soi-disant « mesures sanitaires » promises sont inexistantes : pas de gants pour tout le monde, plus de savon dans les toilettes, des distances de sécurité pas respectées, des travailleurs qui rentrent chez eux à cause de la fièvre et dans la salle de pause : la télé où le président leur répète en boucle de rester chez eux coûte que coûte. Les usines de fermeront pas, il n'y aura donc pas de chômage partiel.

Beaucoup de sites Amazon en France se sont déjà mis en grève, à l'image des travailleurs des usines italiennes et espagnoles devant travailler dans des usines de voitures, d'autres ont déposé en masses des recours au droit de retrait. Ils seront, nous l'espérons, suivis par toutes et tous ceux qui sont exploités au mépris de leur santé et de celle de leur proche.

Cet exemple, c'est la preuve que le capitalisme mettra toujours les profits des capitalistes avant la vie des travailleurs. Le Ministre de l'économie Bruno le Maire l'a

dit très clairement : il invite les ouvriers à se rendre sur leur lieu de travail, car il ne faudrait pas que la crise nuise à l'« économie » et aux entreprises ! C'est dans cette même logique que le gouvernement a fait passer, le 23 mars, sous couvert d'une mesure d'urgence, une série de réforme d'une violence extrême en faveur des exploiters, suppression des 35H, dérogations au droit du travail pour congés et jours de repos, facilitation des licenciements... tout ce qu'il faudra pour assurer les profits des bourgeois.

Bien sûr à un moment ou les flics patrouillent les rues en masse, se servant de ce confinement virtuel pour faire régner la terreur dans les quartiers populaires en tabassant et verbalisant des habitants à Barbès en vidant des camps de migrants à Aubervilliers, pendant que les bourgeois parisiens se ruiaient dans des gares bondés pour se réfugier dans leurs résidences secondaires, il pourrait paraître fin de la part de la bourgeoisie de frapper fort dès maintenant. Mais ne sous-estimons pas nos forces.

Partout la colère gronde, et certains ont oubliés beaucoup trop vite ce que cela peut déclencher pour eux. Cette crise aura eu le bénéfice de révéler au grand jour la parodie de démocratie qu'est la démocratie bourgeoise en organisant une élection sans électeurs et en votant des lois sans parlement, elle révèle la totale indifférence qu'ont ceux qui nous gouvernent pour notre santé et notre vie. Contre cette pandémie, l'heure est à la solidarité de classe et à l'entraide, mais rien ne sera oublié.

# Coronavirus dans l'empire colonial français : Mayotte en grand danger

Depuis longtemps déjà les questions de santé dans les colonies françaises sont dramatiquement urgentes, les luttes sociales, notamment en Guadeloupe et en Martinique, ont toujours abordé frontalement la question sanitaire.

En effet l'État français y a attaqué la santé des masses populaires bien plus frontalement qu'en métropole : le chlordécone, pesticide ultra-nocif, a été autorisé en Guadeloupe et en Martinique pendant trois ans après son interdiction en France par décret spécial à la demande des planteurs békés et l'état du CHU de Guadeloupe, endommagé par un incendie en 2017 n'a été rénové qu'en 2019 suite à plusieurs mois de grève massive.

C'est à Mayotte cette fois que la crise sanitaire risque de frapper le plus

duement. Dans une intervention dans le journal *La Croix*, Mansour Kamardine, député LR de l'île, annonçait que le système de santé n'y était absolument pas en état de gérer la crise avec des arguments frappants :

« Mayotte est le premier désert médical de France. Nous n'avons que 16 lits en réanimation pour 400 000 habitants, nous n'avons pas de cliniques et la médecine de ville est quasi-inexistante. »

Le député appuie sur d'autres points : le confinement ne peut pas être efficace vu la promiscuité dans laquelle vit une grande partie de la population de l'île, l'accès aux informations est totalement impossible dans une île où seul 5 à 10% de la population a accès à internet, de même que le télétravail et répéter aux gens de se laver les mains est inutile si

ils n'ont pas accès à l'eau courante.

Le 21 mars, 11 cas avaient déjà été dépistés positifs, dont un en réanimation et deux médecins avaient été détectés comme porteurs du virus.

Les élus locaux ont demandé au gouvernement de déployer un hôpital militaire sur l'île ou au moins de transférer les malades vers les hôpitaux de la Réunion mais toutes leurs demandes ont été rejetées, le gouvernement assume d'abandonner ses colonies.

« La direction générale de la santé a déclaré qu'il n'y aurait pas de moyens supplémentaires pour l'ensemble de l'Outre-mer » continue le député.

Le bateau coule, les colons et les riches d'abord.

## Couvre feu en Guadeloupe et en Martinique

En Guadeloupe et en Martinique, le couvre feu à été mis en place depuis le 2 avril, chaque soir entre 20h et 5h du matin. En effet, selon le préfet, "le couvre feu n'est pas bien appliqué par la population" – sous entendu, en particulier dans les zones très pauvres de construction informelle. Pourtant, la population a aussi peur du virus qu'ailleurs, comme en témoignent les

manifestations de début mars pour un contrôle sanitaire strict des touristes.

Comme à Mayotte, certes à un degré moindre, une partie de la populations est dépendante de l'économie informelle et n'a aucun moyen de vivre sans continuer de travailler malgré le confinement.

Comme dans la plupart des zones populaires, la part de la population

employée dans les secteurs essentiels est importante. Comment se confiner dans des habitats précaires, où la moitié du foyer continue à bosser, où il faut gagner son pain au jour ?

Plutôt que de renforcer les mesures sociales et sanitaires, l'Etat a choisit la voie des économies et de la gestion coloniale.

**LES PEUPLES  
VAINCRONT**



**LES IMPERIALISMES  
ET LA REPRESSION**

**A BAS L'IMPERIALISME  
FRANCAIS**



# Le gouvernement lance la Loi Pluriannuelle de Programmation de la Recherche

La loi Pluriannuelle de Programmation de la Recherche (LPPR), créée par les conseillers d'Emmanuel Macron, est le fruit de longues années de casse de l'université publique, tout en maquillant les différentes réformes sous des différentes appellation : « réforme », « restructuration » etc. Cette nouvelle offensive, donc, cherche, non comme l'attendait les 128 000 vacataires (profs d'universités payés à l'heure de cours), qui représentent une quantité faramineuse de professeurs (75% des profs d'humanité à l'université de Bordeaux), à permettre à l'université de ne plus couler, mais de favoriser une université « rentable », comme celle des sciences « dures » que sont les maths, la physique, biologie etc. contre une université « déficitaire », que sont les sciences humaines, histoire, sociologie etc. L'idéologie néolibérale n'est pas à chercher très loin derrière

ces textes, caractérisant au passage les différents quinquennats depuis François Mitterrand. De plus en plus absurde pour la majorité de la population, cette pensée n'a montré de compétence dans aucune de ses promesses, et ici, si ce lancer dans une compétition mondiale dénuée de sens de la meilleure université marche autant que ses promesses de baisser la « dette », nous avons beaucoup de temps. En pleine débandade suite au 49.3 dans le camp LREM, cette loi marque le début d'un bourrage de lois, visant à faire passer à l'insu des français le plus de lois libérales, avant que ce gouvernement n'ait plus la possibilité.

Mais ce qui change avec cette loi est que malgré leur appartenance à une classe petite-bourgeoise, celle-ci se caractérise par sa brutalité envers les profs précaires (comme des cas de profs payés au R.S.A et faisant de la recherche

dans le même temps) mais également, chose nouvelle pour eux, les profs « maîtres de conférences » payés en moyenne 5 fois le SMIC, et bénéficient de nombreux avantages liés à leurs statuts de fonctionnaires. Face à cette nouvelle attaque soudaine, peut être par dépit, et sûrement par une « nécessité » relative, les profs précaires rejoignent les maîtres de conférences, et les étudiants accompagnent eux aussi cette envolée contre le « macronisme ». Ce qui revient à aider les petits chefs à garder leurs avantages, et espérer obtenir quelques miettes.

Ce qui serait le plus souhaitable pour ces profs précaires serait le contraire, c'est à dire de ne pas s'épuiser dans une lutte gangrénée par la haute petite bourgeoisie, mais de soutenir tant qu'on le peut encore la lutte contre la réforme des retraites et le 49.3 qui en découle.

## « État d'urgence sanitaire » : les capitalistes préparent l'après Covid-19 !

*Le 24 mars, le gouvernement a pris une série d'ordonnances mettant en place « l'état d'urgence sanitaire ». Ces mesures, loin de permettre une quelconque amélioration de la situation sanitaire désastreuse causée par la pandémie de Covid-19, visent en réalité à permettre à la bourgeoisie de toujours plus exploiter le prolétariat afin de compenser les pertes liées à l'épidémie.*

Alors que le gouvernement avait déjà promis 300 milliards d'euros d'argent public au patronat, argent dont l'hôpital public aurait pourtant cruellement besoin, Macron récidive donc avec un assouplissement drastique du droit du travail, en faveur du patronat.

### Possibilité pour les patrons d'imposer six jours de congés payés

Afin d'éviter que trop de salariés ne se mettent au chômage partiel, le gouvernement donne l'autorisation au patronat d'imposer à chaque salarié la



prise de jusqu'à six jours de congés payés pendant la période de confinement. Pour de nombreux prolétaires, cette annonce fait l'effet d'une douche froide : adieu les vacances en famille ou entre amis pour décompresser un peu après de durs mois de travail à l'usine ! À la place, des millions de travailleurs et travailleuses passeront six jours de congés confinés, enfermés chez eux.

### Possibilité pour les patrons d'imposer dix jours de RTT

Même logique que pour les congés payés. Les travailleurs qui ont accumulé des RTT pourront se voir obligés de les prendre pendant la période de confinement, et ce sans même pouvoir négocier. Le but de la manœuvre est encore une fois de faire baisser le taux de chômage partiel et d'obliger les prolétaires dont

les entreprises sont à l'arrêt à reprendre le travail immédiatement après la fin du confinement. Là aussi, des millions de prolétaires peuvent dire adieu aux vacances aux familles, à la place il faudra aller travailler à l'usine pour renflouer les pertes des capitalistes.

### **Possibilité de déroger aux 35 heures et au temps de repos hebdomadaire**

Avec ces ordonnances, le gouvernement donne la possibilité aux entreprises de déroger au temps de travail légal. Cela signifie que le nombre d'heures de travail

hebdomadaire à partir duquel sont déclenchées les heures supplémentaires peut être revu à la hausse. Mécaniquement, cela entraîne pour les travailleurs une baisse du nombre d'heures de travail majorées en heures supplémentaires, et donc une baisse du salaire. Le but de la manœuvre est encore une fois de faire économiser de l'argent aux entreprises pour qu'elles se renflouent. De même, les entreprises pourront être autorisées à faire travailler les salariés jusqu'à 60 heures par semaine, contre 48 heures maximum légales aujourd'hui.

Travailler plus pour renflouer les caisses des multinationales, voilà ce que nous imposent le gouvernement et les capitalistes !

Entre les 300 milliards d'euros donnés aux entreprises et les attaques frontales contre les droits des travailleurs et travailleuses, on voit qu'une fois de plus le gouvernement est dans la logique capitaliste de privatisation des profits et de mutualisation des pertes. Pour autant, ce n'est pas parce que nous sommes en période de confinement que la lutte des classes s'arrête, bien au contraire !

## **Grup Yorum : rassemblement pour Ibrahim Gökçek et Helin Bölek kidnappés par l'Etat turc**

Le 11 mars, dans la nuit, la police turque a forcé les portes de la maison dans laquelle vivaient Ibrahim Gökçek et Helin Bölek, membres du groupe culturel révolutionnaire Grup Yorum. Les deux artistes étaient en grève de la faim depuis plus de 260 jours, pour dénoncer les poursuites et condamnations à la prison qui sont requises contre le groupe et ses membres.

La police les a kidnappés de force et emmenés à l'hôpital pour leur infliger une alimentation forcée. L'alimentation forcée dans les hôpitaux peuvent mener à de graves séquelles pour les personnes

à qui elle est infligée : le groupe dénonce cette torture. Le même jour, à Paris, se réunissaient les soutiens du groupe pour dénoncer cette situation.

A Strasbourg-Saint-Denis, en plein cœur de Paris, des chants ont été entonnés, comme Bella Ciao. Des slogans comme "Grup Yorum est le peuple ! On ne peut pas le faire taire !" "Grup Yorum n'est pas seul !" et "Vive la solidarité internationale !" ont retenti.

Les demandes basiques de Grup Yorum à l'Etat turc sont les suivantes. La résistance continuera tant qu'elles ne seront pas remplies :

– l'arrêt des descentes policières contre le centre culturel d'Idil, dans le quartier d'Okmeydanı, à Istanbul, perquisitionné plus de 10 fois au cours des ces deux dernières années.

– l'arrêt des interdictions de concerts en cours depuis près de trois ans.

– l'abandon total des poursuites intentées contre les membres de Grup Yorum.

– la libération des membres encore en prison.

– le retrait des noms des membres de Grup Yorum des listes terroristes.

## **Décès de Helin Bölek, artiste révolutionnaire de Grup Yorum**

Après une grève de la faim de 288 jours, la chanteuse Helin Bölek est décédée le vendredi 3 avril. Pour s'opposer à l'intensification de la répression qui s'abat sur les artistes révolutionnaires en Turquie ces dernières années, elle s'était mise en grève de la faim en même temps que le chanteur Ibrahim Gökçek.

Grup Yorum est un groupe de musique révolutionnaire fondée en 1985 qui connaît une histoire de répression, d'emprisonnement et de tortures avec à ce jour une dizaine de leurs artistes emprisonnées, mais aussi d'un grand soutien populaire avec des concerts qui réunissent des centaines de milliers de fans.



Depuis 2016, les concerts de Grup Yorum ont été interdits et les chanteurs phares de groupe, Inan et Selma Altin, ont été placés sur une liste de "terroristes", les forçant à s'exiler à Paris. Les descentes des forces anti-terroristes sur les lieux culturels de Grup Yorum et d'autres artistes révolutionnaires, populaires ou kurdes en Turquie, et la destruction systématique par des tirs d'armes à feu de leurs instruments de musique et albums a poussé les artistes et un grand nombre de leurs fans à déclarer une grève de la faim.

Au sujet de la grève de la faim, Ibrahim Gökçek disait dans une interview pour *Politis* en février dernier :

« Prendre cette décision n'a pas été si difficile au vu de ce que nous vivons chaque jour. Nos instruments et notre musique sont systématiquement détruits. Nos concerts interdits. Nos noms inscrits sur des listes terroristes, et nous sommes emprisonné-es. Tant de choses se sont passées. De grandes injustices. Bien sûr, depuis le début, nous voulons vivre. Mais parfois, en Turquie, il faut être prêt à

mourir pour se tenir debout.

Lorsque Grup Yorum a été créé, la Turquie était réduite au silence. Nous avons chanté contre les injustices et nous nous battons encore aujourd'hui pour montrer l'évidence. Nous ne nous battons pas seulement pour nous, mais pour tous les peuples de Turquie. Et je sais que, s'il devait nous arriver quelque chose, à Helin ou à moi, la résistance ne prendrait pas fin. »

Nous rendons hommage à Helin Bolek dans sa lutte contre le régime d'Erdogan.

## Italie: auto-réduction et explosion sociale dans le Mezzogiorno

En Italie, la situation est catastrophique dans le sud de la péninsule. En effet, le Mezzogiorno est dans une situation de soumission quasi-coloniale au nord. Les structures sociales sont celles d'un pays semi-colonial, semi-féodal, c'est à dire dominé par un pays impérialiste et où les structures sociales ne sont pas celles des sociétés impérialistes. Une grande partie de la population vit de contrats journaliers, de travail non déclaré, ou encore de la mafia, qui joue parfois un rôle para-étatique. Les mesures de confinement ont donc privé une partie importante de la population de toute source de revenu. Mais la population ne se laisse pas crever de faim et n'hésite pas à pratiquer l'auto-réduction dans les grandes surfaces.

L'État a donc été obligé, devant de nombreux magasins, de déployer des flics en grand nombre. À l'initiative de groupes Facebook comme « Révolution Nationale » ou « Nos » (nous), qui fait référence aux Gilets Jaunes et annonce

« Pour nous faire entendre il faut qu'on pille les supermarchés (...), c'est ça la seule véritable révolte », des dizaines de personnes sont entrées dans un Lidl de Palerme, en criant « nous n'avons pas d'argent, nous voulons manger ». Partout en Italie, des gens se présentent sans payer aux caisses, et tentent de passer en force avec l'aide des autres clients.

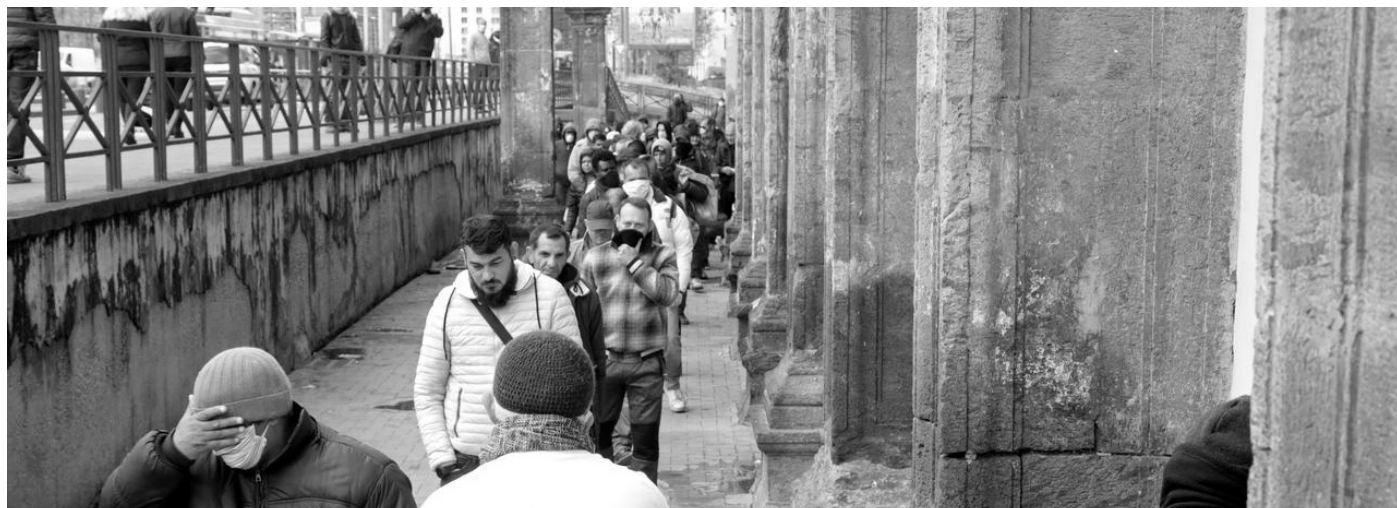
La presse s'alarme des nombreuses prises d'assaut de supermarchés en Sicile. Des initiatives solidaires ont également lieu : distribution de bouffe, clients qui laissent des articles payés aux caisses, etc.

La situation est invraisemblable, des gens sont privés de leur travail, ont faim, et ne peuvent accéder à la nourriture déjà produite, parce qu'ils ne travaillent pas, donc ne sont pas payés ! On arrive au summum de l'absurdité du système capitaliste. On a d'un côté le mangeur, de l'autre l'aliment, et entre les deux les flics. Qu'est-ce que peuvent faire les autorités ? Distribuer gratuitement de la bouffe ? Cela ferait baisser le taux de profit des

entreprises, les conduisant à leur perte. Les capitalistes n'accepteront jamais une telle mesure. Un revenu minimum d'existence ? L'État Italien est sur-endetté, à l'aube d'une crise. Il n'y a rien à attendre de l'État Bourgeois.

Alors que faire ? Les masses populaires prennent déjà leurs affaires en main. Et il faut les prendre à plus large échelle. Seule une économie planifiée, débarrassée du profit, peut empêcher qu'une crise sanitaire, écologique ou climatique ne se transforme en crise sociale. Une société débarrassée de la loi du profit peut se concentrer sur la production de l'essentiel, par les personnes les moins fragiles, en fonction des besoins et des moyens, en s'entraïdant à l'échelle internationale. Cette société, c'est le socialisme, celle qui émergera d'une révolution.

D'ici là, les masses populaires ont raison de ne pas se laisser faire et de réquisitionner de force les stocks des grandes surfaces !



# La Nouvelle Armée Populaire dirigée par le CPP prend les devants contre la propagation du COVID-19

*Aux Philippines, l'épidémie de Covid-19 touche les masses et se développe de manière exponentielle. Les révolutionnaires en font un enjeu de leur pratique militante et élaborent des tactiques contre l'épidémie. Chaque lecteur doit s'inspirer de ces pratiques, ici, et lutter contre l'épidémie et mener la lutte des classes dans les conditions concrètes de l'Etat Français.*

*Voici une interview menée par nos camarades de Redspark et traduite par nos soins.*

Lucena City : « La New People's Army (NPA) n'a pas besoin d'un cessez-le-feu avec le gouvernement pour aider le peuple philippin à lutter contre la propagation du coronavirus », déclare le Parti Communiste des Philippines.

« Cessez-le feu ou pas, les combattants rouges de la NPA ont déjà reçu l'ordre de redoubler d'efforts pour apporter des services sociaux, économiques, médicaux et de santé publique au peuple », a affirmé le CPP dans un communiqué.

Dans le cadre des opérations militaires continues, le CPP a conseillé à toutes les unités de la NPA du pays de « rester en alerte, malgré la déclaration de cessez-le-feu de Duterte. »

« Elles doivent rester en défense active et se tenir prêtes à livrer bataille contre les unités de l'AFP (Armed Forces of the Philippines) et du PNP (Philippine National Police) qui persistent à conduire des opérations offensives ou des activités de répression contre le peuple. »

Le CPP a souligné qu'il pourrait émettre sa déclaration unilatérale de cessez-le-feu en temps voulu « quand les conditions et les négociations le justifieront. »

Mercredi dernier, Malacañang avait annoncé que le président Duterte avait déclaré un cessez-le-feu avec les rebelles communistes, Luzon ayant été placée sous quarantaine communautaire forcée pour lutter contre le COVID-19. Le CPP a annoncé donner des directives à toutes

les forces révolutionnaires pour porter une campagne de masse ainsi que des mesures complètes et étendues dans le temps pour ralentir le virus.

« Les combattants rouges et le peuple coordonnent leurs efforts pour empêcher la propagation du COVID-19 dans leurs zones », a indiqué le Parti.

Le CPP prévient que le cessez-le-feu du gouvernement peut être utilisé pour rendre disponible davantage de soldats pour renforcer le confinement militaire de la capitale nationale et du reste de Luzon. Le CPP a donc ordonné à la NPA et à toutes les forces révolutionnaires de surveiller chaque mouvement des forces gouvernementales dans leurs territoires respectifs.

*Redspark, 20 mars 2020*

## **Ajoutons à cet article une déclaration complète du CPP sur la situation aux Philippines :**

« Face à la pandémie de coronavirus (Covid)-19 et à la menace d'une propagation rapide de l'épidémie au sein du peuple philippin, le Parti communiste des Philippines (CPP) appelle le peuple philippin et toutes ses forces révolutionnaires à se mobiliser, s'organiser et agir collectivement pour répondre à l'urgence sanitaire émergente. Cette réponse doit être organisée et dirigée par les organes du pouvoir politique comprenant le gouvernement démocratique du peuple (PDG), basé principalement sur les comités de village révolutionnaires et les organisations de masse dans les zones de guérilla, ainsi que par les organisations révolutionnaires sous l'égide du Front démocratique national des Philippines (NDFP). La réponse collective du peuple doit être à la fois étendue et globale. Toutes les ressources possibles doivent être mobilisées et orientées vers le soutien de la réponse collective du peuple à la menace d'une épidémie de Covid-19. Le parti appelle toutes les agences du PDG et du NDFP à activer et à renforcer les

comités de santé villageois existants et à créer des milliers d'autres comités de santé dans les usines et les communautés. Ces comités, composés d'agents de santé locaux et de bénévoles, doivent aider à organiser la réponse collective de la population.

Les comités de santé doivent mener l'étude et la sensibilisation sur le Covid-19 afin d'encourager une réponse collective de la population. Ils doivent s'efforcer de mobiliser les larges masses dans des campagnes visant à prévenir la propagation de la maladie par des campagnes d'assainissement et de nettoyage communautaire, ainsi qu'à encourager l'hygiène personnelle. Ils peuvent faciliter la distribution gratuite de masques faciaux, d'alcool, de savon et d'autres produits de nettoyage. Ils peuvent mobiliser les gens à produire des masques faciaux en utilisant d'autres matériaux alternatifs possibles. Ils peuvent contribuer à répandre l'utilisation de la phytothérapie pour aider à renforcer la résistance des gens à des souches de coronavirus similaires. En outre, les comités de santé des travailleurs en usine doivent faire pression pour que d'autres mesures pratiques de santé et de sécurité soient prises, telles que la fourniture gratuite de kits médicaux et d'hygiène aux travailleurs, et d'autres mesures visant à améliorer les conditions de travail et à les rendre moins vulnérables à la transmission facile d'agents pathogènes. Les comités de santé des pauvres des villes doivent faire pression pour un ramassage des ordures plus efficace, l'accès à l'eau potable, ainsi que la distribution gratuite de kits de santé et de systèmes d'assainissement.

Le parti appelle à un front humanitaire uni de toutes les forces démocratiques pour aider à mobiliser toutes les ressources possibles afin d'étendre le plus large soutien aux actions des gens contre la menace d'une épidémie de Covid-19. Le parti appelle toutes les entreprises, des grands capitalistes aux petits entrepreneurs, ainsi que les



agences et organisations humanitaires internationales, à étendre toutes les formes de soutien, y compris la fourniture de masques faciaux, d'alcool et de kits de dépistage, pour aider les comités de santé du peuple et les organisations populaires locales à assurer le succès de la réponse collective du peuple. Le parti appelle au renforcement des organisations démocratiques d'infirmières et de médecins, et de professionnels de la santé pour assurer leur bien-être dans un contexte de menaces graves pour leur vie, alors qu'ils sont en première ligne dans la lutte contre l'épidémie de Covid-19. Il demande une augmentation des allocations pour la santé publique afin de garantir des fonds pour l'augmentation des salaires, l'amélioration des installations médicales et la recherche scientifique. Ils doivent s'opposer au soutien politique de l'État aux services de santé à but lucratif et au tourisme médical. Ils doivent exiger le renforcement des hôpitaux publics et arrêter la politique de commercialisation où la génération de profits est placée au centre de leurs opérations. Le parti appelle également à renforcer davantage la recherche scientifique afin de développer des kits de test et des vaccins et antiviraux. En même temps, il faut approfondir l'étude et la compréhension des liens entre l'émergence du Covid-19 et d'autres épidémies virales récentes et les pratiques de l'agriculture des grands capitalistes. Le parti demande à toutes les unités de la Nouvelle armée populaire (NPA), à ses médecins et à ses combattants rouges, d'aider le peuple et ses comités de santé dans la campagne de mobilisation de

masse contre le Covid-19. Les unités de la NPA peuvent guider les comités de santé locaux dans leurs efforts pour élaborer un plan de réponse collective. Ses combattants rouges peuvent contribuer aux campagnes d'assainissement et de nettoyage dans les villages situés autour des zones d'opération des unités du NPA.

Au lieu d'apporter une réponse organisée à la menace Covid-19, le régime Duterte a eu recours à un verrouillage qui cause de nouvelles et graves difficultés économiques à la population, sans prévoir aucune assurance financière pendant cette période d'un mois. Ces mesures ont déjà provoqué de vastes perturbations de l'activité économique et commerciale. De nombreuses personnes observent que si le verrouillage persiste obstinément pendant un mois, il est probable qu'il y aura plus de personnes qui mourront de faim que de maladie. Les postes de contrôle militaires et policiers de la région de la capitale nationale et d'autres provinces où l'on prend la température des gens et qui ont empêché les gens de se rendre sur leur lieu de travail, ou de chercher du travail, frisent la stupidité. Non seulement ils sont inutiles, mais ils engendrent le chaos et créent des conditions propices à la transmission facile des maladies. Ce dont les gens ont besoin, ce sont des centres de dépistage et non des postes de contrôle.

Le verrouillage et les points de contrôle font partie de la solution standard de la loi martiale de Duterte. Il dissimule son incapacité à assurer ne serait-ce que l'approvisionnement de base en

masques faciaux, en alcool et en nombre suffisant de kits de test. Connaissant la gravité de la maladie, les Philippines sont faciles à convaincre de se faire tester dès qu'ils remarquent des symptômes. Duterte, cependant, est obsédé par l'idée d'imposer sa volonté, même en matière de santé publique, même si cela provoque des bouleversements à grande échelle. Le blocage dissimule également la façon dont le régime Duterte a réduit de moitié le budget 2020 du programme d'épidémiologie et de surveillance (de 262,9 millions de pesos à 115,5 millions de pesos), ce qui limite sérieusement la capacité du ministère de la santé à gérer l'apparition de maladies. Il occulte le grave état des infrastructures de santé publique du pays, caractérisé par des installations délabrées et un grave manque de financement des hôpitaux publics par l'État. L'incapacité du régime Duterte à apporter une réponse correcte à la crise de santé publique émergente (par la mise en place de mesures médicales et sociales et non pas militaires et policières) expose complètement les fondements pourris du système économique philippin au pouvoir.

La menace de l'épidémie de Covid-19 a aggravé les graves conditions de santé publique du peuple philippin. L'année dernière, il y a eu plus de 150 000 cas de dengue dont au moins 650 sont morts. Il y a aussi le grave problème de la tuberculose et d'autres maladies contrôlables et traitables. Ces maladies sont la conséquence des conditions sociales misérables et de l'abandon par l'État de la santé de la population. »



# La situation en France pendant l'épidémie - interview des Jeunes Révolutionnaires

L'article suivant a été réalisé avec un porte-parole des Jeunes Révolutionnaires, une des organisations du Front Uni Révolutionnaire dans l'Etat Français par le média international Redspark.

**Redspark : Quelle est la situation générale de votre pays en ce moment dans le contexte de la pandémie COVID-19 ?**

## L'état de la santé publique

La situation ici s'aggrave avec le temps. Le pic des infections et des décès est censé être atteint vers la mi-avril. Cela est dû à la réponse du gouvernement à la crise. Au début, pendant tout le mois de janvier et février, le gouvernement a traité l'urgence comme un petit problème, ne méritant aucune mesure. Certains discours de Macron ou de la ministre de la santé ont appelé les Français à "continuer à vivre" et à "sortir" jusqu'au mois de mars. Quant à la ministre de la Santé, elle a démissionné pour se présenter aux élections municipales de Paris. Lorsqu'elle a échoué, elle a révélé que le gouvernement savait que le COVID-19 deviendrait rapidement une urgence nationale, mais qu'il avait décidé de ne rien faire de significatif dès janvier-février.

Le nombre de cas graves dans le pays ne cesse d'augmenter et la situation en matière de santé publique est préoccupante. Comme nous l'ont expliqué les camarades qui travaillent sur le terrain : les chiffres indiqués en termes de décès et d'infections ne représentent que ceux qui ont la chance d'être acceptés dans les hôpitaux publics. Le nombre de personnes atteintes de cas bénins, ou même de personnes porteuses du virus sans symptômes, est beaucoup plus élevé. Et pour de nombreuses personnes, en particulier les personnes âgées, la mort peut survenir avant d'être accepté dans un hôpital. C'est un risque très important, et un camarade a perdu son grand-père de cette façon il y a quelques jours. On a dit à sa famille que son grand-père n'avait qu'une maladie bénigne alors qu'il présentait tous les symptômes du



*Le gouvernement continue à mener une politique de privatisation de la santé publique*

COVID-19. L'hôpital lui a donné du paracétamol (acétaminophène) et l'a renvoyé chez lui. Il est mort peu de temps après. Nous le rejoignons, ainsi que toutes les autres personnes qui ont perdu des proches, dans le deuil. De nombreuses personnes continuent à travailler (emplois prolétaires) et des ouvriers, notamment de grands magasins, ont été contaminés et sont morts de la maladie, comme Alain, Aïcha et bien d'autres.

## L'infrastructure sanitaire et les traitements/tests

Les hôpitaux français ont connu un mouvement de grève prolongé au cours des dernières années, qui s'est intensifié ces derniers mois. Ici, la santé est publique, mais le budget a été constamment réduit depuis la crise de 2008-2009 et même avant. Les hôpitaux publics français n'ont pas d'argent à consacrer aux bons outils pour traiter les patients en temps "normal", et ils fonctionnent avec un personnel limité qui est épuisé par tout le travail qui doit être fait avec des ressources limitées. Au lieu d'augmenter les effectifs, le gouvernement continue à mener une politique de privatisation de la santé publique, favorisant les cliniques privées qui ont continué à fonctionner normalement jusqu'au début du mois de mars, lorsque les hôpitaux publics, eux, ont dû se préparer pour le COVID-19.

Les cliniques privées sont aujourd'hui prêtes à recevoir des patients, mais elles n'en reçoivent que très peu en raison de leurs tarifs.

Les tests ont été largement sous-estimés en tant que mesure de prévention lorsque la propagation du virus était limitée. Aucun programme visant à les généraliser ou à empêcher les personnes infectées de propager le virus n'a été mis en place. En fait, le gouvernement n'a pris aucune mesure avant la mi-mars, lorsqu'en l'espace de quatre jours, il a décidé de fermer les écoles et les magasins, puis de mettre tout le pays en quarantaine. Maintenant que le virus s'est propagé et qu'il progresse rapidement vers un pic, le gouvernement parle de tester les gens lorsque le confinement sera progressivement levé. Autrement dit, le gouvernement est maintenant en position de "limitation des dégâts" puisqu'il a refusé d'agir assez tôt.

Quant aux outils permettant de prévenir la propagation de la maladie ou de la traiter, le pays était largement sous-préparé. La pénurie de masques est si grave que le gouvernement a dû compter sur l'aide étrangère (qu'il a d'abord refusée et sur laquelle il a menti) et dans de nombreuses industries (notamment dans le secteur des services), les travailleurs portent maintenant des masques en

plastique et d'autres solutions de fortune pour "prévenir" la propagation de la maladie.

### Effet sur les masses

Cette crise sanitaire a déjà eu, en plus des autres aspects de la crise (politique, financier, économique), un fort impact sur les masses. Les personnes qui occupent des emplois prolétariens, en particulier celles issues de la classe ouvrière, doivent encore se rendre au travail avec une sécurité insuffisante et une surveillance policière renforcée. Le gouvernement a mis en place des barrages de police dans les grandes villes et des unités mobiles dans les banlieues (où se trouvent les quartiers populaires) qui harcèlent les passants, et surtout les jeunes qui ont l'air noirs ou arabes. Le blocus a également contribué à une augmentation de la violence contre les femmes, jusqu'à 32 % au cours de la première semaine du blocus. Dans les prisons, la suspension des visites et la possibilité d'une propagation massive du virus ont conduit à des révoltes.

En résumé, l'effet de la pandémie actuelle sur les masses a été extrêmement négatif : augmentation de la violence policière, des violences contre les femmes et les enfants, approfondissement des contradictions au travail (Amazon allant jusqu'à appeler ses travailleurs à "se sacrifier pour la France" !)

Pour la bourgeoisie, la situation est différente. 1/5 des Parisiens ont quitté la ville, et beaucoup d'entre eux se sont installés dans leur résidence secondaire à la campagne. Il s'agit

presque exclusivement de personnes occupant des postes de cadres qui font un choix irresponsable entraînant une contamination accrue dans des régions rurales du pays. Ces derniers jours, le gouvernement a exprimé son inquiétude face à la montée d'un sentiment de "lutte des classes" dans le pays car les "emplois essentiels" mobilisent principalement la classe ouvrière et le prolétariat pour porter l'ensemble du pays sur leurs épaules.

### Fermeture des frontières

Des mesures strictes ont été mises en place dans toute l'Union européenne, une situation inédite ces dernières années. Cela a conduit à de nombreuses situations explosives et dangereuses pour les migrants et les réfugiés dans des pays tels que la Grèce, la Turquie, etc. En Hongrie, non loin de la France, des pouvoirs spéciaux ont été accordés au leader fasciste Orban, soi-disant pour mieux "gérer la crise".

Macron considère la lutte contre le virus comme une "guerre", et son gouvernement a donc pris des mesures de type guerrier. Par exemple, un préfet s'est vanté dans un communiqué de presse officiel, d'avoir "mobilisé" les réfugiés et les migrants pour qu'ils prennent le rôle de travailleurs migrants (d'Europe de l'Est, principalement de Pologne) pour travailler dans les champs français. Il a présenté cette "mobilisation" comme s'inscrivant dans le cadre de "l'effort de guerre".

**Redspark : Dans presque tous les pays touchés par COVID-19, l'État profite de**

**l'occasion pour consolider son pouvoir au nom de la lutte contre le virus pour la sécurité nationale. Voyez-vous cela se produire dans votre pays ? Si oui : quelle forme cela prend-il ?**

Comme dans beaucoup d'autres pays, le gouvernement français a adopté une série de décrets visant à "lutter contre le virus". Le confinement est le principal exemple qui vient à l'esprit, et depuis sa mise en place, des centaines de milliers de personnes ont été condamnées à des amendes. Tout le monde doit remplir et porter sur soi un formulaire justifiant sa présence à l'extérieur. C'est pourquoi la police a été habilitée à infliger des amendes, voire à emprisonner (jusqu'à six mois), les sans-abri, les personnes qui se rendent à la boulangerie plutôt qu'au supermarché, les personnes qui n'ont pas d'imprimante à la maison et font une faute d'orthographe en copiant le formulaire, les personnes qui sont 30 minutes en retard sur ce qui est écrit sur le formulaire...

Bien sûr, ce n'est que la partie émergée de l'iceberg, ce qui est visible lorsque vous sortez et ce que la plupart des gens, surtout ceux des villes, ont vécu jusqu'à présent. Mais les actions du gouvernement sont bien plus vastes que cela.

Tout d'abord, le gouvernement a annoncé un "état d'urgence sanitaire" national. Quel est le contenu de cet état d'urgence ? Modification des congés payés, modification de la durée de la semaine de travail et bien d'autres. En substance, ce décret "temporaire" accélère la série de réformes entamées par les gouvernements bourgeois du pays il y a de nombreuses années. La semaine de travail de 35 heures a été abandonnée presque instantanément et, à sa place, le gouvernement a permis aux entreprises d'augmenter le nombre d'heures hebdomadaires de 48 à 60 maximum. Des centaines de milliards sont déjà en route pour sauver les plus grandes entreprises du pays de la récession et de la crise financière et économique, amplifiée par COVID-19. Ces mesures, loin de "favoriser la mobilisation pour lutter contre le virus", permettent à la bourgeoisie française de sauver ses profits et de continuer à exploiter même dans la situation actuelle.

En plus de ces réformes socio-économiques, le gouvernement a



*La police harcèle les passants, et surtout les jeunes qui ont l'air noirs ou arabes*

travaillé en étroite collaboration avec les plus grands monopoles français, en particulier les plus grands fournisseurs de réseaux mobiles, pour permettre au gouvernement d'obtenir des informations de géolocalisation à partir de chaque téléphone portable du pays. La justification officielle est que cela permettra au gouvernement de surveiller les déplacements des personnes malades lorsque le confinement sera progressivement levé. En réalité, il ne fait aucun doute qu'il s'agit d'une surveillance de masse apportée au gouvernement sur un plateau d'argent.

### **Redspark : Quelles sont les répercussions à court et à long terme ?**

Bien sûr, on dit que ces modifications de la loi sont des solutions temporaires, à court terme et dans des conditions exceptionnelles.

Dans un État bourgeois, il n'existe pas d'état d'urgence vraiment temporaire. Le cas de la France en est un bon exemple. En 2015, avec les attentats de Daesh en janvier et novembre, le gouvernement a déclaré l'état d'urgence. Cela a entraîné une augmentation des fouilles au corps partout, des contrôles de police et a donné des pouvoirs exceptionnels à l'État français à tous les niveaux. Aujourd'hui, cet état d'urgence a été levé, mais sous Macron, nombre des mesures qui étaient devenues la norme dans le cadre de l'état d'urgence ont été inscrites dans la loi.

Ce nouvel état d'urgence, dit "sanitaire", suit la même voie. Le gouvernement bourgeois prépare son avenir en s'attaquant aux masses en pleine crise. Il n'a pas le temps d'attendre : il y a seulement un an, le mouvement des Gilets Jaunes a démarré, et en hiver, une grève générale de lutte contre le nouveau projet de loi sur les retraites a duré plusieurs semaines.

Nous pouvons synthétiser les changements actuels apportés par le gouvernement français de la manière suivante : réformes économiques, pour garantir les profits malgré la crise générale ; réformes sociales, pour diminuer les droits des travailleurs et justifier cela par les "conditions exceptionnelles" ; et réformes politiques pour augmenter la surveillance de l'État et en général renforcer la police et l'État contre la dissidence. À court terme, cela a déjà un impact majeur. À long terme, si cette situation devient la



*[...] réformes économiques, pour garantir les profits malgré la crise générale ; réformes sociales, pour diminuer les droits des travailleurs [...]*

norme, alors la restructuration de l'État bourgeois pour se préparer à un éventuel gouvernement fasciste aura progressé de façon spectaculaire. Il n'est donc pas surprenant d'entendre Marine Le Pen (du Parti fasciste du Rassemblement national) critiquer la politique de Macron et demander la mise en place de mesures plus strictes.

Mais les réformes ne sont pas le seul changement. L'État bourgeois doit faire face à une crise financière et économique avec des risques plus importants que les précédents. Cette crise n'a pas été provoquée par le COVID-19, mais le confinement actuel et la récession ont alimenté son développement. Avant même le confinement, le principal indice boursier du pays, le CAC 40 (avec les 40 plus grands monopoles du pays) avait déjà perdu 40 % de ses actifs en un mois seulement. Depuis lors, le gouvernement a révélé un plan de sauvetage pour sauver les monopoles, et la Banque centrale européenne a mis en route l'imprimante à billets afin d'amener de l'argent frais sur le marché. Comment cette crise affecte-t-elle les masses ? Eh bien, de nombreuses petites entreprises dépendent du capital financier pour survivre sous la forme de dettes. Avec la crise de la dette, combien de ces entreprises vont faire faillite ? Et avec elles, combien de personnes vont perdre leur emploi ? De même, certains monopoles ont déjà commencé à licencier du personnel afin de réduire les dépenses. Pour les jeunes, c'était déjà

un problème majeur avant la crise, avec pas moins de 20 % de chômage chez les travailleurs de 20 à 24 ans. Avec les nouveaux développements, il y a une forte possibilité que ce chiffre, ainsi que le niveau général du chômage, augmente rapidement.

### **Redspark : Comment cela affectera-t-il le travail de construction d'un mouvement révolutionnaire ?**

Même avant cette crise, le rythme auquel les gens ont réalisé la nécessité d'un mouvement révolutionnaire structuré en dehors des voies du mouvementisme et de la spontanéité n'a cessé d'augmenter. Aujourd'hui plus que jamais, cette nouvelle situation exige un tel mouvement révolutionnaire. Les réformes entreprises par le gouvernement signifient que ce mouvement sera confronté à une répression accrue, comme on l'a vu ces dernières années, et qu'il devra se développer dans des conditions où les droits des travailleurs sont niés et attaqués, et où toutes les miettes laissées par les politiques sociales-démocrates (le soi-disant "État providence") sont rapidement balayées.

Cela signifie qu'il faut augmenter rapidement la qualité et la quantité du mouvement déjà existant, et le faire de manière systématique et consciente, afin de le relier étroitement aux masses. Cette leçon a déjà été enseignée aux révolutionnaires auparavant, dès 2005 avec la Révolte des Banlieues, et beaucoup

plus récemment, avec les manifestations de 2016 contre la loi Travail et les Gilets Jaunes.

Avec les nouvelles conditions, c'est plus vrai que jamais. Notre organisation, ainsi que d'autres, a appris cette leçon et a décidé d'agir.

**Redspark : Alors que les populations de la plupart des pays touchés sont en quarantaine forcée et que d'énormes pans de la population perdent leur emploi, les conditions objectives d'organisation et de réalisation du travail de masse ont changé de manière spectaculaire. En quoi votre travail a-t-il changé et comment va-t-il changer ?**

Tout d'abord, de nombreuses activités courantes telles que le travail de propagande ou le travail de masse habituel ont dû être arrêtées. Le travail dans les rues, les parcs, les marchés, les lieux de travail, les quartiers populaires, avec les collectifs et les luttes locales... ne peut plus continuer avec la nouvelle situation.

De nombreuses activités, telles que les séances de sport collectives ou les préparatifs du 1er mai, ont dû être suspendues pour l'instant.

Dès l'annonce du confinement, notre organisation a appelé à la solidarité populaire et au déploiement de nouveaux programmes dans nos cellules. Le jour suivant le début du confinement, le premier programme a été lancé. Ces programmes comprennent une aide pour les courses, la lessive, les animaux, ainsi que la fabrication de gel hydro-

alcoolique à distribuer. Ces programmes ont été affichés dans les bâtiments, ainsi que dans les magasins qui sont restés ouverts. Ils s'adressent particulièrement aux personnes vulnérables ainsi qu'aux personnes qui continuent à travailler dans la situation actuelle et qui ont besoin d'un peu de répit dans leurs tâches quotidiennes. Nous avons reçu un soutien local avec ces initiatives et avons pu nous mobiliser au-delà de nos propres camarades. Notre objectif est de poursuivre dans cette voie et de développer de nouveaux programmes partout où cela est possible pour continuer à agiter, organiser et mobiliser dans la situation actuelle.

Plusieurs autres collectifs, tels que des organisations locales dans des quartiers populaires (par exemple Sartrouville en banlieue parisienne) ont lancé des programmes similaires. Dans la même veine, une initiative appelée "Brigades de solidarité populaire" a vu le jour la semaine dernière (26 mars). D'une manière générale, c'est une bonne chose. Nous voyons que des slogans tels que "servir le peuple !" ont été assimilés et deviennent populaires.

**Redspark : Quelles sont, selon vous, les principales tâches révolutionnaires en ce moment ?**

Les tâches actuelles que nous avons identifiées sont les suivantes :

Nous avons déjà parlé de la solidarité populaire, mais nous ajouterons que ces programmes visent à démontrer la nécessité d'organisations révolutionnaires et la justesse de notre ligne politique.

Lorsque le confinement sera levé, que diront les révisionnistes, les réformistes et les sociaux-démocrates qui ont soutenu le gouvernement ? Que diront les trotskistes et autres mouvementistes qui n'ont rien fait d'autre que de continuer à afficher une parodie de "militantisme" (avec des réunions et des "manifs" en ligne) ? Ce que nous voulons, c'est canaliser notre propagande dans ce travail de masse, pour montrer que les gens qui se sont donnés du mal pour aider en temps de crise, les gens qui se sont organisés et ont décidé d'agir, sont des révolutionnaires. Cela contribuera également à renforcer nos propres camarades et à combattre les méthodes de travail inefficaces.

En ce qui concerne les lieux de travail, il est important de continuer à agir sur ce front. Les gens qui doivent encore aller travailler aujourd'hui sont des prolétaires, et une bonne partie d'entre eux sont issus du cœur du prolétariat, de la classe ouvrière. Nous avons encouragé nos camarades à témoigner de la situation sur leur lieu de travail et à développer le travail avec leurs collègues.

Nous utilisons également la situation actuelle pour développer notre organisation sur les fronts idéologique, politique et organisationnel.

En conclusion, ces tâches visent à poursuivre et à intensifier notre travail dans les nouvelles conditions. Il ne fait aucun doute qu'avec chaque jour qui passe, les formes que prend ce nouveau type de travail devront évoluer. Mais en général, ce sont les lignes directrices que nous suivons.



# Il y a un siècle, la grippe espagnole et ses 50 millions de morts



**Alors que la cupidité de la classe capitaliste et la volonté du patronat de continuer la production de marchandises aggrave la pandémie de Covid-19, il suffit de regarder en arrière pour voir qu'il y a 100 ans, c'étaient les guerres impérialistes qui favorisaient la propagation de la grippe espagnole.**

Pire pandémie de l'époque contemporaine, la grippe espagnole a fait entre 50 et 100 millions de morts entre 1918 et 1919. Contrairement à ce que son nom laisse penser, cette épidémie n'a pas commencé en Espagne mais aux États-Unis. Elle tire son nom de « grippe espagnole » du fait que l'Espagne, non impliquée dans la guerre, a été le premier pays à publier librement des informations relatives à cette épidémie.

C'est le 4 mars 1918 dans un campement militaire du Kansas, aux États-Unis, que le premier cas de grippe espagnole est recensé. Alors que l'armée impérialiste états-unienne est engagée dans la guerre depuis 1917, c'est le déplacement massif de soldats états-uniens sur le territoire européen qui participe à répandre la maladie sur le vieux continent. En pleine guerre, et alors que des millions de soldats se déplacent partout à travers l'Europe, la pandémie se répand alors très rapidement et infecte des millions de personnes, soldats comme civils. Ses symptômes sont courbatures, douleurs musculaires et articulaires, maux de tête accompagnés de maux de gorge et toux sèche. Dans les cas les plus graves, ces problèmes respiratoires entraînent une pneumonie, souvent mortelle. Contrairement au Covid-19, la grippe

espagnole a pour particularité de s'attaquer violemment à des personnes jeunes et en bonne santé.

En pleine guerre mondiale, les États capitalistes-impérialistes européens prennent vite la décision de censurer les informations relatives à l'épidémie de grippe espagnole. La raison de cette censure est simple : il faut empêcher la population d'avoir connaissance de la situation afin de continuer l'effort de guerre. En pleine pandémie mondiale, c'est donc bien le cynisme des capitalistes et des gouvernements bourgeois qui a coûté la vie à des dizaines de millions d'innocents. Insatisfaits d'envoyer à une mort quasi certaine des millions d'ouvriers et de paysans dans une guerre qui n'avait pour but que d'ouvrir de nouveaux marchés et de tester de nouvelles armes, les impérialistes ont donc sciemment caché à la population des informations pourtant fondamentales pour préserver la santé de millions de personnes. Le résultat de cette politique criminelle est la contamination en seulement deux ans de plus de 500 millions de personnes partout à travers le Monde, et la mort de dizaines de millions d'entre eux.

Alors que la première guerre mondiale a déjà tué plus de 18 millions de personnes, alors que les hôpitaux sont déjà remplis de blessés de guerre, de gueules cassées, alors que les conditions de vie au front comme à l'arrière sont déplorables pour les millions de prolétaires envoyés au combat ou obligés de travailler pour participer à l'effort de guerre, la grippe espagnole vient submerger un système hospitalier déjà très affaibli par quatre ans

de guerre entre puissances impérialistes. Pendant ce temps, la guerre continue et la production continue dans les usines plutôt que de cesser le feu et prendre des mesures de confinement. Cette volonté des impérialistes de continuer à tout prix la guerre, cette volonté de continuer à tout prix la production a contribué à faire de ce virus l'une des pandémies les plus mortelles de l'histoire.

Alors que les hommes prolétaires sont envoyés mourir au front, les femmes prolétaires sont forcées de travailler dans les usines pour participer à l'effort de guerre.

Cent ans après la grippe espagnole, et alors que nous ne sommes pas en période de guerre mondiale, le refus de certains États de prendre des mesures de confinement et la volonté des capitalistes de faire tourner les usines et les chantiers à tout prix aggrave là encore la pandémie de Covid-19. Les plus exposés sont comme toujours les prolétaires. Qu'ils soient éboueurs, aides soignants, caissiers, manutentionnaires, chauffeurs routiers, ouvriers à l'usine ou sur des chantiers ou bien encore livreurs Deliveroo, les prolétaires sont en première ligne face à la pandémie de Covid-19, ils en sont et en seront les premières victimes, car la classe capitaliste préfère voir mourir des ouvriers plutôt que de mettre à l'arrêt des usines, dont pourtant certaines ne sont absolument pas essentielles.

Que les capitalistes se méfient quand même, car l'heure des comptes viendra, car les voir compter leurs profits pendant qu'on compte nos morts nous est insupportable.



# 7. Koğuştaki Mucize de Mehmet Ada Öztekin



Le film turc « 7. Koğuştaki Mucize » sorti en 2019, réalisé par Mehmet Ada Öztekin et disponible depuis quelques jours sur Netflix fait énormément parler de lui.

Le film, qui se déroule en Turquie, raconte l'histoire d'un père atteint d'un handicap mental qui se retrouve incarcéré après avoir été accusé à tort du meurtre d'une fillette.

Loin d'être une caricature de la situation des personnes atteintes de handicap mental, le film est au contraire très humanisant et montre que, malgré les difficultés de cet homme à comprendre le Monde qui l'entoure, il n'en demeure pas moins une personne avec des sentiments, des émotions, et notamment un amour très puissant pour son unique fille.

En outre, le film illustre bien comment les personnes en situation de handicap, à l'exception de celles faisant partie de la bourgeoisie, et leurs proches sont généralement abandonnés par les autorités étatiques. Pire encore, le film montre la façon dont les services pénitentiaires ne prennent que très peu en compte les spécificités de ce type de détenus et les mettent ainsi en danger en les plaçant dans de terribles conditions de détention.

La corruption des institutions turques, et tout particulièrement de l'armée, est également mise en lumière dans le film. L'armée turque est montrée comme une institution ayant énormément d'influence sur la justice, qui n'a ainsi rien d'indépendante et se contente de prendre des décisions expéditives sur

ordre de militaires hauts placés et sans réellement enquêter. Enfin, le film dénonce également l'utilisation de la torture pour extorquer des aveux qui de fait n'ont rien de probant, étant donné que dans la plupart des cas, les prévenus n'avouent que pour mettre fin aux actes de torture, ce qui ne dit donc rien de leur culpabilité ou de leur innocence.

Sur la forme, le film est plutôt bien réalisé et le jeu d'acteur est globalement bon. Cependant, certains plans et certaines scènes relèvent de ressorts sensationnalistes, ce qui n'est pas vraiment nécessaire étant donné que le scénario suffit amplement à transmettre des émotions au spectateur.

Quoi qu'il en soit, le film reste dans l'ensemble très réussi. À voir donc !

## abonnement/contact

Le Comité de Rédaction de la Cause du Peuple se dote d'une adresse mail publique.

Pour publier un de vos articles, billets d'humeur, courrier des lecteurs, production artistique, texte ou événement, il suffit d'envoyer un mail au Comité de Rédaction à l'adresse suivante : [cdp@framalistes.org](mailto:cdp@framalistes.org)

Vous avez des talents informatiques ou rédactionnels ou vous souhaitez diffuser la Cause du Peuple dans votre quartier, sur votre lieu de travail ou à vos proches ? Contactez nous à [cdp@framalistes.org](mailto:cdp@framalistes.org) !

**Ensemble, créons enfin un média populaire qui touche tous les domaines de la vie sociale !**

Vous pouvez aussi nous soutenir :

★ **Abonnez-vous !**

(20€ = 1 an – ou plus pour soutenir)

SR, 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS

[cdp@framalistes.org](mailto:cdp@framalistes.org)

[causedupeuple.info](mailto:causedupeuple.info)